



## Réunion plénière du 21 novembre 2007

### Place des PME dans les marchés publics en 2006 et comparaison 2006-2005 Synthèse

La place des PME dans l'économie française est significative. Ainsi, elles représentaient en 2005<sup>1</sup> 9,0 millions de personnes en emploi (dont 6,9 millions de salariés), soit **45% de l'emploi privé** et 39% de l'emploi salarié privé. En termes d'activité, elles réalisaient **42% de la valeur ajoutée marchande**.

L'examen des données issues du recensement économique des marchés publics fourni par la base ARAMIS, croisées par l'INSEE avec les bases SIRENE et LIFI, permet les constatations suivantes :

**1- Les PME sont majoritaires en termes de nombre de marchés publics attribués mais non en termes de montant.** En ne retenant que les deux premiers critères de la définition européenne des PME (nombre de salariés et chiffre d'affaires), la part des PME dans le total des marchés publics (Etat + Collectivités locales) aurait atteint 74% en nombre de marchés mais seulement 37% en montant.

Si l'on introduit le troisième critère (indépendance de l'entreprise vis-à-vis d'une autre entreprise ou d'un groupe), c'est-à-dire en écartant les « fausses PME » qui sont en fait des filiales, cette **part des PME dans le total des marchés publics** (Etat + Collectivités locales) diminue, ne représentant plus que **64% du nombre de marchés et 27% du montant**.

La prépondérance des PME en termes de nombre de marchés apparaît plus marquée pour les Collectivités locales que pour l'Etat (65% contre 52%). En termes de montant, cette différence est encore plus marquée, la part des PME représentant 40% pour les Collectivités locales et seulement 12% pour l'Etat.

**2- Le mode de procédure de passation des marchés** (appel d'offres ouvert, restreint, dialogue compétitif, etc...), **pas plus que la forme des marchés** (unique, à bons de commande, etc...), **ne semblent avoir d'incidence significative sur le choix du type de fournisseur**.

**3- Les PME sont moins présentes sur les marchés les plus importants en termes de montant et d'une durée supérieure à un an**, ce phénomène étant plus sensible pour l'Etat que pour les Collectivités locales.

---

<sup>1</sup> Les données de l'année 2006 concernant la part des PME dans l'emploi et la valeur ajoutée ne sont pas encore disponibles.

**4-** L'analyse du **nombre** de marchés par domaine (codes CPV regroupés en Fournitures / Services / Travaux) montre une **présence majoritaire (Collectivités Locales) ou forte (Etat) des PME dans les marchés de travaux et une présence encore forte dans les fournitures et services. La position des PME est plus modeste si l'on considère le montant des marchés, notamment de l'Etat.**

**5-** L'examen de la localisation géographique des acheteurs publics et des fournisseurs semble montrer que **le choix d'entreprises de proximité conduit à une certaine prédominance des PME, nettement plus marquée dans le cas des collectivités locales.** Toutefois, cette prédominance se réduit au fur et à mesure que les montants des contrats en jeu s'élèvent.

**6- Les évolutions observées entre 2005 et 2006 sont en nombre limité mais d'ampleur significative :**

- une baisse de l'ordre de 3% du nombre de marchés recensés assez également répartie entre les Collectivités Locales et l'Etat. **Cette baisse a concerné quasi-exclusivement les marchés d'un montant inférieur à 90.000 €**
- parallèlement une hausse de 26% (environ 11,7 Milliards €) du montant global des marchés recensés. **Cette hausse concerne majoritairement les marchés de l'Etat du fait du recensement de quelques contrats de montant unitaire très élevé (Voir Tableau A).**
- **Une légère baisse de la part des PME en termes de nombre de contrats attribués, qui apparaît plus marquée en termes de montants.** Ce recul a relativement plus touché les TPE que les autres catégories de PME.
- **Cette baisse semble intégralement attribuable à la prise en compte de ces quelques marchés de l'Etat de montant unitaire exceptionnel.** En effet, si l'on corrige les données de ces quelques contrats, la part des PME dans le montant global des marchés de l'Etat reste quasiment identique à celle de 2005, tandis que la part des PME dans le montant global des marchés des Collectivités locales reste inchangée d'une année sur l'autre.
- En lien avec le constat précédent concernant l'enregistrement de quelques marchés de montant exceptionnel, on note une hausse sensible de la part (en montant) des entreprises de plus de 1000 salariés dans les marchés de l'Etat, particulièrement dans le domaine des Fournitures.
- Ainsi, **la concomitance de plusieurs facteurs (nouveaux ou exceptionnels)** rend particulièrement difficile l'interprétation des données. Il semble toutefois que l'enregistrement de quelques contrats de fournitures de l'Etat, de montant exceptionnellement élevé, ainsi que la perte de recensement de plusieurs marchés de montant inférieur à 90.000 €, sont **de nature à faire baisser mécaniquement la part des PME** du fait de la plus grande concentration, déjà mise en évidence au cours des années précédentes, des PME sur les marchés de travaux ou de services, de plus faible montant, et plus particulièrement, ceux des Collectivités Locales.

Tableau A : Variation 2006/2005 du nombre et du montant des marchés par catégorie d'acheteurs publics et de fournisseurs

		PME		Non PME		Total PME + non PME	
			En %		En %		En %
<b>Etat</b>	en nombre	-1 247	-11%	218	2%	-1 029	-5%
	en montant (Euros)	-38 300 741	-1%	9 890 533 548	74%	9 852 232 807	60%
<b>Collectivités Territoriales</b>	en nombre	-3 422	-3%	-955	-2%	-4 377	-3%
	en montant (Euros)	927 947 411	8%	905 116 616	5%	1 833 064 027	6%
<b>Total</b>	en nombre	-4 669	-4%	-737	-1%	-5 406	-3%
	en montant (Euros)	889 646 670	6%	10 795 650 164	35%	11 685 296 834	26%

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE ; Traitement des données : DGCP, DAJ, INSEE, DGTPE



## Réunion plénière du 21 novembre 2007

### Place des PME dans les marchés publics en 2006 et comparaison 2006-2005

L'examen des données issues du recensement économique des marchés publics fourni par la base ARAMIS gérée par la DGCP et la DAJ, croisées avec les bases SIRENE et LIFI gérées par l'INSEE (*voir annexe 1 : concepts et méthodes*), permet les constatations suivantes :

**1- Les PME sont majoritaires en termes de nombre de marchés publics attribués mais non en termes de montant.**

**En ne retenant que les deux premiers critères de la définition européenne des PME** (nombre de salariés et chiffre d'affaires), **la part des PME dans le total des marchés publics** (Etat + Collectivités locales) aurait atteint **74% en nombre de marchés mais seulement 37% en montant** (*Voir Tableau 1*).

**Si l'on introduit le troisième critère** (indépendance de l'entreprise vis-à-vis d'une autre entreprise ou d'un groupe), c'est-à-dire en écartant les « fausses PME » qui sont en fait des filiales, **cette part des PME dans le total des marchés publics** (Etat + Collectivités locales) **chute sensiblement**, ne représentant plus que **64% du nombre de marchés et 27% du montant**<sup>2</sup> (*Voir Tableau 2*).

La prépondérance des PME en termes de nombre de marchés apparaît plus marquée pour les Collectivités locales que pour l'Etat (65% contre 52%). En termes de montant, cette différence est encore plus marquée, la part des PME représentant 40% pour les Collectivités locales et seulement 12% pour l'Etat.

Il faut néanmoins rester très prudent dans l'expression des pourcentages compte tenu de la nette baisse du nombre de marchés recensés entre 2005 et 2006 et de la présence de quelques marchés de l'Etat de montant très élevé qui perturbent la lisibilité des données.

**2- Le choix de la procédure de passation des marchés semble sans conséquence pour les PME**

Le *Tableau 2 Ter* montre que pour les deux grandes catégories d'acheteurs publics, l'essentiel des procédures se concentre sur deux modalités principales : l'appel d'offres ouvert (article 33) et les marchés à procédure adaptée (art. 28) et à procédure allégée (art. 30). Ainsi, alors que le **nombre** de marchés passés par l'Etat représente 12% du total des marchés recensés de

---

<sup>2</sup> Le champ analysé (Etat + Collectivités locales) correspond à environ 168 000 marchés pour un montant global d'environ 57,4 Mds €

l'ensemble Etat –Collectivités Locales, 56% de ce total correspondent à l'appel d'offres ouvert. Dans le cas des Collectivités Locales (88% du total), cette même procédure en représente 57%.

Tableau 2 Ter : Structure des procédures des marchés publics par catégorie d'acheteur selon le nombre et le montant des marchés

(En % du total des marchés publics recensés Etat + Coll. Loc.en 2005)	Code Procédure	Nombre de marchés			Montant des marchés		
		Etat	Coll. Loc.	Total Nombre	Etat	Coll. Loc.	Total Montant
Intitulé des Procédures							
Appel d'offres ouvert (art. 33)	01	6%	51%	57%	16%	38%	55%
Appel d'offres restreint (art. 33), dialogue compétitif (art. 36), marché de conception et marché à phases (art. 68)	02	1%	1%	2%	3%	2%	5%
Marchés à procédure adaptée (art. 28) et à procédure allégée (art. 30)	03	2%	22%	25%	1%	4%	5%
Négocié avec publicité préalable et mise en concurrence (art. 35 I)	04	1%	9%	10%	1%	5%	7%
Négocié sans publicité préalable, avec mise en concurrence (art. 35 II)	05	1%	1%	1%	3%	1%	4%
Négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence (art. 35 III)	06	0%	3%	4%	20%	4%	24%
Concours (art. 38), y compris concours de maîtrise d'œuvre (art. 74 II 3°)	07	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Mise en compétition limitée (art. 74 II 2°)	08	0%	0%	0%	0%	0%	0%
marchés de définition sans mise en compétition (art. 73-III, 74-III et IV)	09	0%	0%	0%	0%	0%	0%
<b>Total</b>		<b>12%</b>	<b>88%</b>	<b>100%</b>	<b>46%</b>	<b>54%</b>	<b>100%</b>

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE ; Traitement des données : DGCP, DAJ, INSEE, DGTPE

En ce qui concerne le **nombre de marchés**, les PME remportent globalement 52% des marchés passés par l'Etat et 65% des marchés passés par les Collectivités locales. Dans aucun des différents modes de passation, -hormis peut-être dans le cas des procédures N° 5 (Etat) et N°6 (cas de l'Etat et des Collectivités locales) –qui correspondent aux marchés négociés sans publicité préalable, avec / sans mise en concurrence)-, les PME ne semblent connaître de sous-représentation notable (*Voir Tableau 3 pour l'Etat et Tableau 12 pour les Collectivités Locales*).

En ce qui concerne le **montant des marchés**, la position des PME n'est pas aussi favorable car leur poids correspond à seulement 12% du montant des marchés passés par l'Etat et à 40% du montant des marchés passés par les Collectivités locales. On note une forte sous-représentation des PME dans le cas des procédures N° 6 (cas des Collectivités Locales) et N° 5 et 6 (cas de l'Etat). Par ailleurs, la position des PME n'est majoritaire que dans les procédures N° 7 et 8 (cas de l'Etat) ou dans les procédures 3,4, 5,7 et 8 (cas des Collectivités Locales) (*Voir Tableau 21 pour l'Etat et Tableau 30 pour les Collectivités Locales*).

### 3- Les PME sont moins présentes sur les marchés de l'Etat les plus importants en termes de montant et d'une durée supérieure à un an.

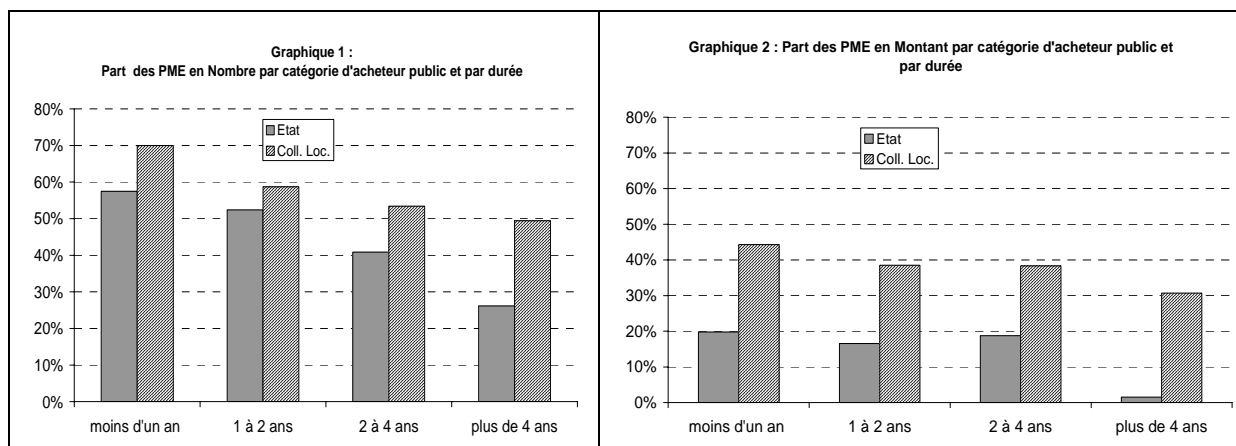
**En nombre de marchés, les PME, très majoritaires sur les échéances les plus courtes, sont encore assez bien représentées sur les échéances plus longues.** Ainsi, pour ce qui concerne l'Etat, le nombre de marchés d'une durée comprise entre 1 et 2 ans attribués à des PME atteint encore 52%. Ce pourcentage passe à 41% pour les marchés d'une durée de 2 à 4 ans et à 26% pour les marchés d'une durée supérieure à 4 ans (*Voir Tableau 4 et Graphique 1*).

Pour ce qui concerne les **Collectivités Locales, la situation est encore plus favorable.** Le nombre de marchés d'une durée comprise entre 1 et 2 ans attribués à des PME atteint encore 59%. Ce pourcentage passe à 53% pour les marchés d'une durée de 2 à 4 ans et à 49 pour les marchés d'une durée supérieure à 4 ans (*Voir Tableau 13 et Graphique 1*).

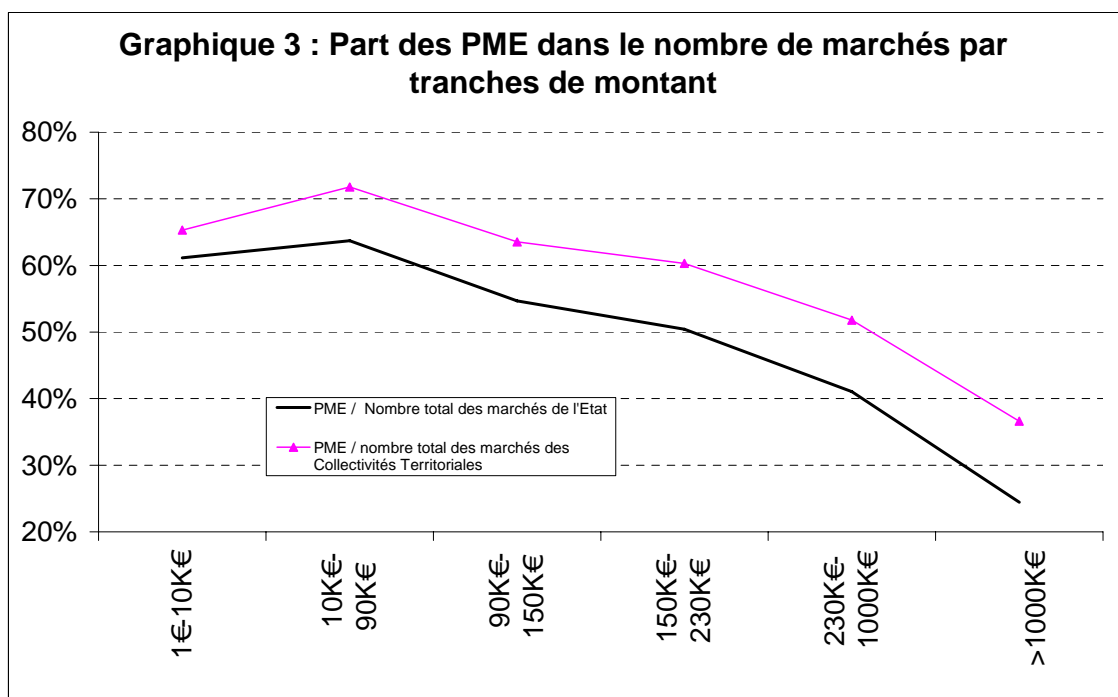
**Toutefois, cet avantage des PME en termes de nombre de marchés, y compris pour les marchés à durée longue, disparaît si l'on raisonne en termes de montants des marchés. Ce fait est très marqué dans le cas des marchés de l'Etat.** Ainsi, 17% seulement de ses marchés d'une durée comprise entre 1 et 2 ans sont attribués à des PME. Ce pourcentage

remonte à 19% pour ses marchés d'une durée de 2 à 4 ans mais tombe à seulement 2% pour ses marchés d'une durée supérieure à 4 ans (Voir Tableau 22 et Graphique 2).

**Dans le cas des Collectivités Locales, l'impact de la durée est moins sensible.** Ainsi, 39% des marchés des Collectivités Locales d'une durée comprise entre 1 et 4 ans sont attribués à des PME. Ce pourcentage atteint 31% pour les marchés d'une durée supérieure à 4 ans (Voir Tableau 31 et Graphique 2).



Le montant unitaire des marchés semble également susceptible de jouer un rôle d'éviction à l'égard des PME. Ainsi, **la présence des PME décroît avec la hausse du montant unitaire des marchés** (Voir Tableaux 8 et 17, ainsi que Graphique 3).



#### **4- La forme du marché semble avoir un impact limité sur le choix du titulaire.**

En termes de **nombre de marchés**, les PME semblent assez également réparties entre les différentes formes de marché, qu'il s'agisse des marchés attribués par l'Etat ou par les Collectivités locales (*Voir Tableau 5 pour l'Etat et Tableau 14 pour les Collectivités Locales*). Tout juste pourrait-on noter une relative sous-représentation des PME dans le cas des marchés à bons de commande qui semblent favoriser les entreprises les plus grandes.

En termes de **montant des marchés**, les PME semblent bénéficier relativement mieux des marchés à bons de commande dans le cas des marchés de l'Etat, et des marchés uniques ou des marchés à phase dans le cas des marchés des Collectivités Locales (*Voir Tableau 23 pour l'Etat et Tableau 32 pour les Collectivités Locales*).

**5- L'analyse du nombre de marchés par domaine (codes CPV regroupés en Fournitures / Services / Travaux) montre une présence majoritaire (Collectivités Locales) ou forte (Etat) des PME dans les marchés de travaux et de services et une présence encore forte dans les fournitures. La position est plus modeste si l'on considère le montant des marchés, notamment de l'Etat.**

En termes de **nombre de marchés**, les PME remportent 48% des **marchés de l'Etat** dans le domaine des **fournitures**, 41% dans celui des **services**, et 66% dans celui des **travaux**. Pour ce qui concerne les marchés des **Collectivités Locales**, la part des PME est de 46% pour les marchés de **fournitures**, 66% pour les marchés de **services** et 78% pour les marchés de **travaux** (*Voir Tableau 7 pour l'Etat et Tableau 16 pour les Collectivités Locales*).

En termes de **montant des marchés**, la part des PME dans les marchés de **l'Etat** n'atteint plus que 7% dans le domaine des **fournitures**, 13% dans celui des **services**, et 31% dans celui des **travaux**. Pour ce qui concerne les marchés des **Collectivités Locales**, la part des PME est de 27% pour les marchés de **fournitures**, 45% pour les marchés de **services** et 45% pour les marchés de **travaux** (*Voir Tableau 25 pour l'Etat et Tableau 34 pour les Collectivités Locales*).

**6- Le croisement des marchés par domaine (Fournitures / Services / Travaux) et par tranche de montant confirme la position forte des PME sur les marchés de travaux et de services, sauf pour les montants les plus élevés, et une position moins favorable pour les marchés de fournitures.**

En termes de **nombre de marchés**, la part des PME est nettement prépondérante pour les marchés de **travaux** d'un montant inférieur à 230 000 €, proche de celle des autres entreprises pour la tranche 230 000 – 1 million € et minoritaire pour la tranche supérieure à 1 million € qu'il s'agisse de **l'Etat** ou des **Collectivités Locales**.

Pour les marchés de **services**, la part des PME est prépondérante jusqu'à 1 million € et à peine minoritaire au-dessus dans le cas des **Collectivités Locales**. Dans le cas de **l'Etat**, la part des PME est prépondérante jusqu'à 90 000 € mais devient minoritaire ensuite, l'écart s'accroissant nettement au-dessus de 1 million €.

Pour les marchés de **fournitures**, la part des PME est légèrement majoritaire jusqu'à 230 000 € dans le cas de **l'Etat**. Elle est, en revanche, minoritaire au-dessus de 90.000 € dans le cas des **Collectivités Locales** (*Voir Tableau 9 pour l'Etat et Tableau 18 pour les Collectivités Locales*).

En termes de **montant des marchés**, la part des PME reste nettement prépondérante pour les marchés de **travaux** d'un montant inférieur à 1 million € (**Collectivités Locales**) ou à 230 000 € (**Etat**).

Pour les marchés de **services**, la part des PME reste majoritaire jusqu'à 1 million € dans le cas des **Collectivités Locales**. En revanche, dans le cas de l'**Etat**, cette part n'est majoritaire que jusqu'à 90 000 € et devient très faible à partir de 1 million €

Pour les marchés de **fournitures**, la part des PME est majoritaire pour des montants de marchés inférieurs à 230 000 € dans le cas de l'**Etat**. Elle est proche de celle des autres entreprises jusqu'à 90.0000 € dans le cas des **Collectivités Locales**, avec un écart en défaveur des PME qui se creuse pour les marchés de montants supérieurs (*Voir Tableau 27 pour l'Etat et Tableau 36 pour les Collectivités Locales*).

**7- Le croisement des marchés par domaine (Fournitures / Services / Travaux) et par tranche de durée montre une position forte des PME sur les marchés de travaux et sur les marchés de services pour les échéances courtes et moyennes. En revanche, sauf pour les durées les plus courtes, la position des PME est minoritaire sur les marchés de fournitures.**

En termes de **nombre de marchés**, la prédominance des PME est nette pour les marchés de **travaux** sur toutes les échéances (**Collectivités Locales**), jusqu'à quatre ans (**Etat**).

Pour les marchés de **services**, la prédominance des PME est nette sur toutes les échéances (**Collectivités Locales**) mais seulement sur les échéances d'une durée inférieure à six mois (**Etat**).

Pour les marchés de **fournitures**, la prédominance des PME est nette seulement sur les échéances d'une durée inférieure à six mois, qu'il s'agisse des **Collectivités Locales** ou de l'**Etat** (*Voir Tableau 10 pour l'Etat et Tableau 19 pour les Collectivités Locales*).

En termes de **montant des marchés**, la part des PME est prépondérante pour les marchés de **travaux** seulement sur les échéances inférieures à douze mois (**Collectivités Locales**). Dans le cas de l'**Etat**, cette part est nettement minoritaire sur toutes les échéances.

Pour les marchés de **services**, la prédominance des PME est limitée aux échéances d'une durée inférieure à deux ans (**Collectivités Locales**) mais ne concerne aucune échéance (**Etat**).

Pour les marchés de **fournitures**, la part des PME est légèrement majoritaire dans le cas des **Collectivités Locales** sur les échéances d'une durée inférieure à trois mois. Dans le cas de l'**Etat**, cette part est nettement minoritaire, quelle que soit l'échéance (*Voir Tableau 28 pour l'Etat et Tableau 37 pour les Collectivités Locales*).

**8- L'examen de l'origine géographique des acheteurs publics et des fournisseurs semble montrer que, lorsqu'est fait le choix d'entreprises de proximité, cela conduit à une nette prédominance des PME, plus marquée dans le cas des collectivités locales et qui se réduit au fur et à mesure que les montants s'élèvent.**

Il a paru intéressant d'examiner si les acheteurs publics tendaient à privilégier la proximité des fournisseurs et si cette préférence éventuelle pouvait avoir une incidence sur le choix entre les PME et les autres entreprises<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Les résultats de cet examen, fondé sur la confrontation des N° SIREN acheteur et fournisseur sont cependant à considérer avec circonspection pour au moins deux raisons : d'une part, il s'agit de N° SIREN et non de N° SIRET, or il peut y avoir éloignement géographique entre une entreprise (ou une administration publique) et l'établissement (ou l'établissement public) qui lui est rattaché<sup>3</sup> ; d'autre part, la proximité géographique entre un acheteur et un fournisseur qui appartiennent à deux départements différents mais limitrophes peut, dans certains cas, être plus grande que s'ils appartenaient au même département.



En termes de **nombre de marchés**, la part des contrats attribués localement (i. e. à des entreprises qui appartiennent au même département que l'acheteur public) atteint 29% pour l'**Etat** (soit 39% pour les PME et 18% pour les autres entreprises). Pour les **Collectivités Locales**, cette part est sensiblement plus élevée, atteignant 48%, (soit 61% pour les PME et 24% pour les autres entreprises). (Voir *Tableau 11 pour l'Etat et Tableau 20 pour les Collectivités Locales*).

En termes de **montant des marchés**, la part des contrats attribués localement atteint 10% pour l'**Etat** (soit 36% pour les PME et 7% pour les autres entreprises). Pour les **Collectivités Locales**, cette part monte à 41% (soit 59% pour les PME et 30% pour les autres entreprises). On note que le recours aux entreprises de proximité (PME et autres entreprises) chute au fur et à mesure que le montant du contrat augmente dans le cas de l'Etat alors que ce phénomène est moins sensible dans le cas des Collectivités Locales. Il est possible que ceci soit dû à la nette prédominance des contrats de Travaux dans les contrats des Collectivités Locales, par nature plus favorable aux entreprises de proximité (Voir *Tableau 29 pour l'Etat et Tableau 38 pour les Collectivités Locales*).

## **9- Principaux éléments de comparaison entre 2005 et 2006**

### **9-1 Considérations générales**

- **Une baisse du nombre de marchés recensés (environ - 5400 marchés soit -3%). En pourcentage, la baisse a été identique pour l'Etat et les Collectivités Locales. Cette baisse a concerné quasi exclusivement les marchés d'un montant inférieur à 90.0000 €**, alors qu'on a enregistré une hausse des marchés compris entre 90.000 € et 1 Million €, ainsi que des marchés des Collectivités Locales de montant supérieur à 1 Million € (Voir *Tableaux 39, 40 et 41 en Annexe 7*).
- **Une hausse de 11,7 Milliards € du montant global des marchés recensés (soit +26%).** Cette hausse concerne majoritairement les achats de l'Etat (+9,9 Milliards € soit +60%) et de façon plus limitée, les Collectivités Locales (+1,8 Milliard, soit +6%). Pour l'essentiel, cette hausse provient de quelques marchés de forts montants du ministère de la Défense (Voir *Tableaux 42, 43 et 44 en Annexe 7*).

### **9-2 Considérations concernant plus spécifiquement les PME**

- **Un certain recul de la part des PME en termes de nombre de marchés attribués.** La baisse du nombre de marchés attribués aux PME atteint -4% (contre -1% pour les autres entreprises). **En termes de montant global attribué, la hausse est sensiblement plus marquée pour les autres entreprises (+35%) que pour les PME (+6%).**
- Des évolutions assez différenciées selon que l'on examine celle des marchés attribués aux PME par les Collectivités Locales ou celle des marchés attribués aux PME par l'Etat. Ainsi, dans le cas des Collectivités Locales, la baisse du nombre de marchés attribués aux PME (-3%) est en ligne avec la baisse des marchés attribués aux autres entreprises (-2%) et la hausse des montants attribués aux PME (+8%) est plus marquée que celle des montants attribués aux autres entreprises (+5%). A l'inverse, dans le cas de l'Etat, la baisse des marchés attribués aux PME (-11%) contraste avec la hausse (+2%) des marchés attribués aux autres entreprises. En matière de montants attribués, l'écart est encore plus manifeste (-1% pour les PME contre +74% pour les autres entreprises).
- En fait, cette évolution apparemment très défavorable aux PME dans le cas de l'Etat est liée à l'enregistrement de quelques contrats du ministère de la Défense (8 contrats

pour un total d'environ 9 Milliards € qui concernent un nombre restreint de grandes entreprises, même si les PME sont habituellement largement associées par le biais de la sous-traitance. **Ainsi, si l'on corrige de ces quelques contrats exceptionnels, la part des PME remonte à 52% en termes de nombre de marchés attribués et à 18% en termes de montant global attribué** (contre 56% et 19%, respectivement, en 2005).

- En lien avec le constat précédent, une très sensible hausse de la part (en montant) des entreprises de plus de 1000 salariés sur les marchés de l'Etat **de durée la plus longue** (plus de 4 ans), celle-ci atteignant 93% (contre seulement 62% en 2005).
- Une nette hausse de la part (en montant) des entreprises de plus de 1000 salariés sur les marchés de l'Etat dans le domaine des **Fournitures**, celle-ci passant de 60% en 2005 à 84% en 2006.
- Une certaine baisse du nombre (-6%) et du montant (-4%) des marchés obtenus par les TPE, relativement à l'ensemble des PME qui enregistrent une baisse de 4% du nombre et une hausse de 6% du montant, entre 2005 et 2006. Ce recul des TPE concerne à la fois les marchés de montant inférieur à 90.000 € et ceux de montant supérieur à 1 million €, alors que la performance des TPE est proche de celle des autres catégories de PME sur les marchés de montant intermédiaire (compris entre 90.000 et 1 million €). La moindre collecte des marchés de montant unitaire inférieur à 90.000 € explique certainement une partie de cette moindre performance.

**Au total, les changements par rapport aux constatations réalisées sur les chiffres 2005 sont en nombre limité mais d'ampleur significative :** un net recul du poids relatif des Collectivités locales dans le montant total des marchés publics recensés qui explique, pour l'essentiel, celui des PME ; une nette hausse du poids relatif des entreprises les plus grandes dans les marchés de Fournitures de l'Etat, notamment pour les marchés d'échéance longue.

**La concomitance de plusieurs facteurs (nouveaux ou exceptionnels) rend particulièrement délicate l'interprétation des données statistiques.** Ainsi, l'enregistrement de quelques contrats de montant exceptionnellement élevé conduit mécaniquement à réduire la part relative des PME. En outre, par rapport aux années précédentes, la perte du recensement de plusieurs milliers de marchés de montant inférieur à 90.000 €, notamment pour les Collectivités Locales, contribue également à réduire cette part.

**Les évolutions observées depuis 2004 ne permettent pas de dégager de tendance claire et ne sont pas susceptibles de déboucher actuellement sur des recommandations nouvelles en matière de politique économique.** Il y aura lieu, toutefois, d'être particulièrement attentif à l'impact de la mise en œuvre des différentes dispositions prises à l'occasion de la réforme récente des principaux textes concernant l'achat public, notamment l'allotissement, les groupements d'acheteurs et de fournisseurs, ainsi que les clauses environnementales et sociales. Par ailleurs, l'entrée en vigueur du nouveau dispositif de recensement intervenue au début janvier 2007, devrait permettre dès l'année 2008, de mieux suivre ces dispositions, de même qu'il permettra d'apprécier l'importance de la sous-traitance, actuellement très méconnue. Enfin, la mise en œuvre, dès 2008, de l'enquête statistique pour les Collectivités Territoriales, de même que le recours au système de gestion comptable ACCORD pour l'Etat, devraient permettre d'améliorer la connaissance des marchés de montant compris entre 4.000 et 90.000 €

## ANNEXES

### ANNEXE 1- Concepts et Méthodes

- 1- **Définition de la PME** : compte tenu de la multiplicité de définitions du concept de PME en fonction du contexte, il a été décidé de retenir pour les tableaux et les commentaires le **concept recommandé au niveau européen, qui retient les trois critères suivants** : entreprise de moins de 250 salariés ; chiffre d'affaires annuel inférieur ou égal à 50 millions d'Euros, non détention à hauteur d'au moins 25% par une ou des entreprises ne correspondant pas à la définition de la PME. Toutefois, à titre de comparaison, et seulement à un niveau agrégé, a également été retenue une **définition de la PME fondée sur les seuls deux premiers critères**, i.e. en ne tenant pas compte du critère de dépendance.
- 2- **Les différences dans les totaux** : ces données correspondent aux « marchés publics recensés » grâce à la « fiche de recensement économique des marchés publics » qui alimentent en Comptabilité Publique la base ARAMIS gérée par la DGCP et la DAJ. Compte-tenu de l'insuffisante rigueur dans le remplissage de ces fiches par les ordonnateurs, de nombreuses fiches ne sont pas exploitables (par ex. N° SIREN inexact qui empêche de rattacher tel marché à un acheteur public ou à un fournisseur) ou ne le sont qu'après investigation. Aussi, en fonction de l'état d'avancement de ces investigations, les montants totaux retenus peuvent varier (**montant le plus élevé** si l'on retient le total des marchés recensés y compris ceux que l'on ne peut rattacher à des SIREN acheteur et fournisseur bien identifiés ; **montant le plus bas** si l'on exclut les marchés comportant un ou plusieurs SIREN non identifiés ; **montants intermédiaires** et qui évoluent dans le temps en fonction de l'état d'avancement des investigations qui permet de réintégrer dans le total des marchés initialement écartés car mal identifiés. Ces travaux consistent en un processus itératif commençant par la confrontation des données « brutes » de la base ARAMIS à la base SIRENE de l'INSEE afin, d'une part, de repérer les SIREN inutilisables et, d'autre part, de trier les marchés en fonction de la nature des fournisseurs (PME/non PME) selon les deux premiers critères retenus (nombre de salariés et chiffre d'affaires). Il se poursuit par la confrontation avec la base LIFI de l'INSEE qui permet de différencier parmi les PME ayant satisfait aux deux premiers critères celles qui satisfont également au troisième critère (indépendance par rapport à une autre société ou à un groupe). Des investigations sont ensuite menées pour tenter de réaffecter les SIREN « corrects » aux marchés pour lesquels ces données sont manquantes ou inexactes. Ces investigations seront à poursuivre, notamment pour **corriger un certain nombre d'anomalies graves (marchés dont le montant est à 0, voire négatif)**.
- 3- **Le champ de la base ARAMIS est sensiblement différent du champ des achats publics retenu par la Comptabilité Nationale** (Voir note sur l'analyse des écarts). Le **champ « Etat »** correspond aux codes SIREN de la base SIRENE de l'INSEE qui commencent par 10 à 19. Ce champ regroupe l'Etat au niveau central et déconcentré ainsi que les établissements publics qui s'y rattachent. Le **champ « Collectivités locales »** correspond aux codes SIREN débutant par 20 à 29. Il comprend les différentes Collectivités territoriales ainsi que les établissements publics qui s'y rattachent. L'essentiel des établissements publics d'hospitalisation figure dans ce champ. En revanche, les établissements privés d'hospitalisation participant au service public hospitalier (PSPH), qui sont inclus dans le champ des Administrations de Sécurité Sociale (ASSO) en Comptabilité Nationale, sont ici considérés comme des entreprises et ne figurent donc dans aucun des deux champs précités des administrations publiques. **Le champ de la base ARAMIS est également différent de celui couvert par les enquêtes annuelles d'entreprises sur les services (EAES).**

Ces enquêtes ont récemment donné lieu à une publication par la Division Services de l'INSEE sur le thème de l'accès aux marchés publics des PME des services aux entreprises.

- 4- Procédure de passation des marchés :** les modes de procédure de passation des marchés sont regroupés en **9 catégories** : **(1)** appel d'offres ouvert (art. 33) ; **(2)** appel d'offres restreint (art. 33), dialogue compétitif (art. 36), marché de conception-réalisation et marché à phases (art. 68) ; **(3)** marché à procédure adaptée (art. 28) et à procédure allégée (art. 30) ; **(4)** marché négocié avec publicité préalable et mise en concurrence (art. 35 -I) ; **(5)** marché négocié sans publicité préalable, avec mise en concurrence (art. 35 -II) ; **(6)** marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence (art. 35 -III) ; **(7)** concours (art. 38) y compris concours de maîtrise d'œuvre (art. 74-II-3°) ; **(8)** mise en compétition limitée (art. 74-II-2°) ; **(9)** marchés de définition sans mise en compétition (art. 73-III et art. 74-III et IV).
- 5- Forme du marché :** **4 catégories** : **(1)** unique ; **(2)** à bons de commande (art. 71) ; **(3)** à tranche conditionnelle (art. 72) ; **(4)** à phases (art. 68).
- 6- Type de prix :** **3 catégories** : **(1)** ferme ou ferme actualisable ; **(2)** ajustable ; **(3)** révisable.
- 7- CODE CPV (Common Procurement Vocabulary -vocabulaire commun européen pour les marchés publics, applicable depuis le 16 décembre 2003) :** permet de classer la nature des prestations objet du marché. Ici, le classement se limite aux 3 grandes catégories : Fournitures (**F**) ; Services (**S**) et Travaux (**T**).

## ANNEXE 2 : Données globales sur les marchés publics des PME avec et sans prise en compte du critère de dépendance

Tableau 1 : MARCHES PUBLICS ET PME en 2006 (critères européens sauf critère de dépendance)

ETAT (PME sans critère de dépendance)									
	PME				Non PME				PME + non PME
	TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	total PME	<250	250-1000	> 1000	total non PME	
Nombre de marchés	5 602	3 563	3 377	12 542	551	2 588	3 698	6 837	19 379
Montant total des marchés	1 582 927 773	946 346 725	1 911 074 114	4 440 348 612	464 830 273	2 653 605 652	18 735 111 665	21 853 547 590	26 293 896 202
<b>Etat</b>									
(en % du nombre total des marchés Etat)	29%	18%	17%	65%	3%	13%	19%	35%	100%
(en % du montant total des marchés Etat)	6%	4%	7%	17%	2%	10%	71%	83%	100%
COLLECTIVITES LOCALES (PME sans critère de dépendance)									
	PME				Non PME				PME + non PME
	TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	total PME	<250	250-1000	> 1000	total non PME	
Nombre de marchés	57 859	30 952	22 634	111 445	5 906	16 117	14 724	36 747	148 192
Montant total des marchés	5 790 718 800	4 920 783 969	6 249 948 867	16 961 451 636	1 683 095 213	5 746 056 640	6 742 570 689	14 171 722 541	31 133 174 177
<b>Coll. Loc.</b>									
(en % du nombre total des marchés)				75%				25%	100%
(en % du montant total des marchés)				54%				46%	100%
Total ETAT + COLLECTIVITES LOCALES (PME sans critère de dépendance)									
	PME				Non PME				PME + non PME
<b>Total Etat + Coll. Loc.</b>				total PME				total non PME	
Nombre de marchés				123 987				43 584	167 571
(en % du nombre total des marchés)				74%				26%	100%
Montant total des marchés				21 401 800 248				36 025 270 131	57 427 070 379
(en % du montant total des marchés)				37%				63%	100%

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE ; Traitement des données : DGCP, DAJ, INSEE, DGTPE

**Tableau 2 : MARCHES PUBLICS ET PME en 2006 (critères européens y compris critère de dépendance)**

<b>ETAT (PME avec critère de dépendance)</b>										
	<b>PME</b>				<b>Non PME</b>				<b>PME + non PME</b>	
	TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	total PME	<250	250-1000	> 1000	total non PME		
Nombre de marchés	5 318	2 996	1 807	10 121	2 972	2 588	3 698	9 258	19 379	
Montant total des marchés	1 320 779 067	683 157 623	1 059 775 268	3 063 711 959	1 841 466 926	2 653 605 652	18 735 111 665	23 230 184 244	26 293 896 202	
<b>Etat</b>										
(en % du nombre total des marchés Etat)	27%	15%	9%	52%	15%	13%	19%	48%	100%	
(en % du montant total des marchés Etat)	5%	3%	4%	12%	7%	10%	71%	88%	100%	
<b>COLLECTIVITES LOCALES (PME avec critère de dépendance)</b>										
	<b>PME</b>				<b>Non PME</b>				<b>PME + non PME</b>	
	TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	total PME	<250	250-1000	> 1000	total non PME		
Nombre de marchés	56 394	27 198	13 065	96 657	20 694	16 117	14 724	51 535	148 192	
Montant total des marchés	5 479 276 466	4 166 348 891	2 812 315 210	12 457 940 567	6 186 606 282	5 746 056 640	6 742 570 689	18 675 233 610	31 133 174 177	
<b>Coll. Loc.</b>										
(en % du nombre total des marchés)	38%	18%	9%	65%	14%	11%	10%	35%	100%	
(en % du montant total des marchés)	18%	13%	9%	40%	20%	18%	22%	60%	100%	
<b>Total ETAT + COLLECTIVITES LOCALES (PME avec critère de dépendance)</b>										
<b>Total Etat + Coll. Loc.</b>				<b>total PME</b>				<b>total non PME</b>	<b>PME + non PME</b>	
Nombre de marchés				106 778				60 793	167 571	
(en % du nombre total des marchés)				64%				36%	100%	
Montant total des marchés				15 521 652 525				41 905 417 854	57 427 070 379	
(en % du montant total des marchés)				27%				73%	100%	

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE ; Traitement des données : DGCP, DAJ, INSEE, DGTPE

**Tableau 2Bis : Comparaison 2005-2006 MARCHES PUBLICS ET PME (définition de la PME conforme aux critères européens y compris le critère de dépendance)**

2005- ETAT (PME avec critère de dépendance)									
	PME				Non PME				PME + non PME
	TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	total PME	<250	250-1000	> 1000	total non PME	
Nombre de marchés	6 134	3 275	1 959	11 368	2 967	2 666	3 407	9 040	20 408
Montant total des marchés	1 491 624 329	908 856 359	701 532 011	3 102 012 700	1 819 874 242	2 886 290 096	8 633 486 358	13 339 650 696	16 441 663 396
2006 - ETAT (PME avec critère de dépendance)									
	PME				Non PME				PME + non PME
	TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	total PME	<250	250-1000	> 1000	total non PME	
Nombre de marchés	5 318	2 996	1 807	10 121	2 972	2 588	3 698	9 258	19 379
Montant total des marchés	1 320 779 067	683 157 623	1 059 775 268	3 063 711 959	1 841 466 926	2 653 605 652	18 735 111 665	23 230 184 244	26 293 896 202
2005 - COLLECTIVITES LOCALES (PME avec critère de dépendance)									
	PME				Non PME				PME + non PME
	TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	total PME	<250	250-1000	> 1000	total non PME	
Nombre de marchés	59 525	27 416	13 138	100 079	20 902	16 614	14 974	52 490	152 569
Montant total des marchés	5 560 176 595	3 570 426 988	2 399 389 573	11 529 993 156	5 407 842 387	5 370 481 737	6 991 792 870	17 770 116 994	29 300 110 150
2006 - COLLECTIVITES LOCALES (PME avec critère de dépendance)									
	PME				Non PME				PME + non PME
	TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	total PME	<250	250-1000	> 1000	total non PME	
Nombre de marchés	56 394	27 198	13 065	96 657	20 694	16 117	14 724	51 535	148 192
Montant total des marchés	5 479 276 466	4 166 348 891	2 812 315 210	12 457 940 567	6 186 606 282	5 746 056 640	6 742 570 689	18 675 233 610	31 133 174 177
2005 - Total ETAT + COLLECTIVITES LOCALES (PME avec critère de dépendance)									
Total Etat + Coll. Loc.				total PME				total non PME	PME + non PME
Nombre de marchés				111 447				61 530	172 977
(en % du nombre total des marchés)				64%				36%	100%
Montant total des marchés				14 632 005 856				31 109 767 690	45 741 773 546
(en % du montant total des marchés)				32%				68%	100%
2006 - Total ETAT + COLLECTIVITES LOCALES (PME avec critère de dépendance)									
Total Etat + Coll. Loc.				total PME				total non PME	PME + non PME
Nombre de marchés				106 778				60 793	167 571
(en % du nombre total des marchés)				64%				36%	100%
Montant total des marchés				15 521 652 525				41 905 417 854	57 427 070 379
(en % du montant total des marchés)				27%				73%	100%

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE ; Traitement des données : DGCP, DAJ, INSEE, DGTPE

## ANNEXE 3 : marchés publics de l'Etat par nombre de marchés

**Tableau 3 : ETAT : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par type de Procédure (en %)**

Procédure	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
01	23%	16%	10%	49%	17%	15%	19%	100%
02	25%	19%	10%	53%	18%	14%	15%	100%
03	41%	15%	8%	63%	13%	10%	14%	100%
04	32%	21%	11%	65%	12%	12%	11%	100%
05	18%	10%	4%	32%	13%	9%	46%	100%
06	22%	8%	8%	38%	12%	14%	36%	100%
07	80%	5%	3%	88%	8%	3%	3%	100%
08	29%	43%	0%	71%	14%	14%	0%	100%
09	46%	19%	9%	73%	10%	3%	14%	100%
Total	27%	15%	9%	52%	15%	13%	19%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 4 : ETAT : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par Durée (en %)**

Durée	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
0-3 mois	35%	17%	9%	61%	13%	12%	14%	100%
4-6 mois	36%	18%	9%	63%	14%	11%	12%	100%
7-12 mois	26%	16%	9%	51%	16%	14%	18%	100%
13-24 mois	25%	16%	11%	52%	16%	11%	20%	100%
25-48 mois	19%	12%	10%	41%	17%	16%	26%	100%
> 49 mois	13%	9%	5%	26%	17%	16%	41%	100%
Total	27%	15%	9%	52%	15%	13%	19%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 5 : ETAT : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par Forme de marché (en %)**

Forme	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
01	31%	17%	9%	57%	13%	12%	17%	100%
02	21%	13%	9%	43%	19%	15%	23%	100%
03	26%	16%	10%	52%	17%	14%	17%	100%
04	29%	14%	10%	53%	16%	19%	12%	100%
Total	27%	15%	9%	52%	15%	13%	19%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 6 : ETAT : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par type de Prix (en %)**

Type prix	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
01	30%	16%	9%	55%	15%	12%	17%	100%
02	16%	12%	7%	36%	20%	14%	30%	100%
03	25%	16%	12%	52%	14%	16%	18%	100%
Total	27%	15%	9%	52%	15%	13%	19%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 7 : ETAT : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par code CPV (en %)**

Code CPV	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
F	23%	16%	10%	48%	21%	13%	18%	100%
S	24%	8%	9%	41%	12%	15%	32%	100%
T	35%	22%	9%	66%	13%	12%	9%	100%
Total	27%	15%	9%	52%	15%	13%	19%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE



**Tableau 8 : ETAT : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants (en %)**

Montants	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
<=0€	16%	12%	9%	37%	23%	16%	23%	100%
1€-10K	36%	16%	9%	61%	12%	11%	16%	100%
10K€-90K	36%	18%	10%	64%	13%	10%	13%	100%
90K€-150	26%	17%	11%	55%	16%	13%	16%	100%
150K€-230	25%	17%	8%	50%	17%	15%	18%	100%
230K€-1000	19%	13%	9%	41%	18%	17%	24%	100%
>1000K	10%	6%	8%	24%	18%	20%	37%	100%
Total	27%	15%	9%	52%	15%	13%	19%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 9 - ETAT : Nombre de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de montant (en %)**

Montants	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
	F	S	T	F	S	T	
<=0€	16%	6%	15%	43%	14%	6%	100%
1€-10K	20%	16%	25%	17%	15%	7%	100%
10K€-90K	18%	13%	33%	16%	11%	9%	100%
90K€-150	19%	11%	25%	17%	17%	12%	100%
150K€-230	18%	11%	22%	17%	18%	15%	100%
230K€-1000	12%	12%	16%	19%	25%	15%	100%
>1000K	8%	9%	8%	19%	36%	20%	100%
Total	16%	13%	24%	17%	18%	12%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 10 - ETAT : Nombre de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de durée (en %)**

Durée	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
	F	S	T	F	S	T	
0-3 mois	17%	11%	33%	11%	11%	16%	100%
4-6 mois	12%	11%	41%	8%	10%	18%	100%
7-12 mois	16%	12%	23%	19%	17%	12%	100%
13-24 mois	16%	12%	24%	18%	16%	14%	100%
25-48 mois	19%	15%	7%	26%	29%	4%	100%
> 49 mois	8%	17%	2%	23%	48%	3%	100%
Total	16%	13%	24%	17%	18%	12%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 11 - ETAT : Nombre de marchés, par situation géographique et par tranches de montant (en %)**

	Part du nombre de contrats attribués aux PME par des acheteurs du même département	Part du nombre de contrats attribués aux Autres entreprises par des acheteurs du même département	Part du nombre de contrats attribués (Toutes entreprises confondues) par des acheteurs du même département
<=0€	47%	20%	30%
1€-10K	44%	16%	33%
10K€-90K	42%	18%	33%
90K€-150	37%	22%	30%
150K€-230	34%	19%	26%
230K€-1000	33%	18%	24%
>1000K	35%	16%	20%
<b>Total</b>	<b>39%</b>	<b>18%</b>	<b>29%</b>

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

## ANNEXE 4 : marchés publics des Collectivités Territoriales par nombre de marchés

**Tableau 12 : COLL. LOC : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par type de Procédure (en %)**

Procédure	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
01	33%	19%	9%	61%	16%	12%	11%	100%
02	38%	19%	9%	67%	12%	11%	10%	100%
03	49%	16%	8%	72%	11%	8%	8%	100%
04	44%	24%	9%	77%	9%	7%	6%	100%
05	44%	17%	8%	68%	11%	11%	9%	100%
06	21%	12%	9%	43%	21%	19%	17%	100%
07	81%	8%	4%	93%	2%	3%	2%	100%
08	70%	12%	3%	86%	8%	3%	4%	100%
09	42%	15%	9%	66%	12%	13%	9%	100%
Total	38%	18%	9%	65%	14%	11%	10%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 13 : COLL. LOC : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par Durée (en %)**

Durée	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
0-3 mois	43%	19%	8%	71%	13%	9%	7%	100%
4-6 mois	48%	22%	8%	78%	10%	7%	6%	100%
7-12 mois	39%	19%	8%	66%	14%	10%	10%	100%
13-24 mois	30%	18%	10%	59%	16%	14%	11%	100%
25-48 mois	29%	14%	10%	53%	18%	14%	15%	100%
> 49 mois	24%	17%	9%	49%	17%	16%	18%	100%
Total	38%	18%	9%	65%	14%	11%	10%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 14 : COLL. LOC : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par Forme de marché (en %)**

Forme	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
01	46%	21%	8%	75%	10%	8%	7%	100%
02	26%	13%	10%	49%	20%	16%	14%	100%
03	34%	22%	9%	64%	14%	11%	11%	100%
04	48%	18%	7%	73%	10%	10%	7%	100%
Total	38%	18%	9%	65%	14%	11%	10%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 15 : COLL. LOC : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par type de Prix (en %)**

Type prix	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
01	40%	19%	9%	67%	13%	10%	9%	100%
02	25%	13%	10%	48%	19%	17%	16%	100%
03	35%	18%	10%	63%	14%	11%	11%	100%
Total	38%	18%	9%	65%	14%	11%	10%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 16 : COLL. LOC : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par code CPV (en %)**

Code CPV	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
F	22%	14%	10%	45%	23%	17%	14%	100%
S	47%	12%	8%	66%	10%	10%	13%	100%
T	46%	24%	8%	78%	9%	7%	6%	100%
Total	38%	18%	9%	65%	14%	11%	10%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 17 - COLL. LOC : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants (en %)**

Montants	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
<=0€	29%	15%	8%	51%	17%	15%	17%	100%
1€-10K	41%	16%	8%	65%	14%	11%	10%	100%
10K€-90K	44%	20%	8%	72%	12%	9%	8%	100%
90K€-150	33%	21%	10%	64%	15%	11%	11%	100%
150K€-230	31%	19%	10%	60%	16%	13%	11%	100%
230K€-1000	23%	17%	11%	52%	19%	15%	14%	100%
>1000K	14%	13%	10%	37%	22%	21%	20%	100%
Total	38%	18%	9%	65%	14%	11%	10%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 18 - COLL. LOC : Nombre de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de montant (en %)**

Montants	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
	F	S	T	F	S	T	
<=0€	23%	19%	9%	36%	8%	4%	100%
1€-10K	22%	11%	33%	25%	6%	4%	100%
10K€-90K	14%	13%	45%	14%	5%	9%	100%
90K€-150	10%	12%	41%	15%	6%	16%	100%
150K€-230	10%	12%	38%	15%	7%	18%	100%
230K€-1000	9%	11%	32%	16%	8%	24%	100%
>1000K	7%	11%	19%	20%	12%	31%	100%
Total	15%	12%	39%	17%	6%	11%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 19 - COLL. LOC : Nombre de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de durée (en %)**

Durée	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
	F	S	T	F	S	T	
0-3 mois	9%	10%	51%	6%	4%	20%	100%
4-6 mois	5%	8%	65%	4%	3%	16%	100%
7-12 mois	16%	11%	39%	21%	5%	8%	100%
13-24 mois	19%	10%	30%	28%	5%	9%	100%
25-48 mois	23%	19%	12%	27%	13%	7%	100%
> 49 mois	5%	37%	8%	9%	34%	7%	100%
Total	15%	12%	39%	17%	6%	11%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 20 - COLL. LOC : Nombre de marchés, par situation géographique et par tranches de montant (en %)**

	Part du nombre de contrats attribués aux PME par des acheteurs du même département	Part du nombre de contrats attribués aux Autres entreprises par des acheteurs du même département	Part du nombre de contrats attribués (Toutes entreprises confondues) par des acheteurs du même département
<=0€	48%	11%	30%
1€-10K	57%	13%	42%
10K€-90K	64%	25%	53%
90K€-150	63%	27%	50%
150K€-230	61%	29%	48%
230K€-1000	60%	33%	47%
>1000K	57%	31%	40%
<b>Total</b>	<b>61%</b>	<b>24%</b>	<b>48%</b>

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

## ANNEXE 5 : marchés publics de l'Etat par tranches de montant

**Tableau 21 : ETAT : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par type de Procédure (en %)**

Procédure	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
01	10%	5%	7%	21%	13%	17%	48%	100%
02	7%	4%	15%	26%	9%	15%	50%	100%
03	14%	10%	6%	29%	11%	26%	33%	100%
04	9%	8%	6%	23%	22%	18%	37%	100%
05	3%	1%	0%	5%	4%	3%	89%	100%
06	0%	0%	0%	1%	1%	3%	95%	100%
07	75%	3%	3%	81%	13%	0%	6%	100%
08	70%	29%	0%	99%	1%	0%	0%	100%
09	18%	7%	2%	27%	28%	1%	44%	100%
Total	5%	3%	4%	12%	7%	10%	71%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 22 : ETAT : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par Durée (en %)**

Durée	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
0-3 mois	11%	6%	9%	25%	14%	16%	45%	100%
4-6 mois	13%	7%	14%	34%	9%	24%	33%	100%
7-12 mois	7%	3%	4%	14%	12%	11%	63%	100%
13-24 mois	8%	4%	5%	17%	17%	16%	50%	100%
25-48 mois	7%	4%	7%	19%	9%	12%	59%	100%
> 49 mois	1%	0%	0%	2%	1%	5%	93%	100%
Total	5%	3%	4%	12%	7%	10%	71%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 23 : ETAT : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par Forme de marché (en %)**

Forme	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
01	5%	2%	3%	10%	6%	9%	76%	100%
02	9%	5%	5%	19%	12%	18%	50%	100%
03	2%	2%	10%	13%	6%	7%	73%	100%
04	5%	5%	4%	14%	31%	39%	16%	100%
Total	5%	3%	4%	12%	7%	10%	71%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 24 : ETAT : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par type de Prix (en %)**

Type prix	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
01	8%	4%	6%	18%	11%	13%	59%	100%
02	7%	3%	4%	15%	9%	14%	62%	100%
03	3%	2%	3%	7%	4%	8%	81%	100%
Total	5%	3%	4%	12%	7%	10%	71%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 25 : ETAT : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par code CPV (en %)**

Code CPV	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
F	3%	2%	3%	7%	4%	5%	84%	100%
S	6%	2%	5%	13%	8%	13%	66%	100%
T	13%	10%	8%	31%	17%	27%	25%	100%
Total	5%	3%	4%	12%	7%	10%	71%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 26 : ETAT : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants (en %)**

Montants	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	
<=0€								
1€-10K	38%	17%	8%	64%	11%	10%	15%	100%
10K€-90K	33%	18%	10%	62%	14%	11%	13%	100%
90K€-150	26%	17%	11%	55%	16%	12%	17%	100%
150K€-230	25%	17%	9%	51%	17%	15%	18%	100%
230K€-1000	18%	12%	9%	39%	18%	18%	25%	100%
>1000K	3%	1%	3%	8%	6%	9%	78%	100%
Total	5%	3%	4%	12%	7%	10%	71%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 27 - ETAT: Montant de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de montant (en %)**

Montants	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
	F	S	T	F	S	T	
<=0€							
1€-10K	19%	17%	28%	16%	13%	7%	100%
10K€-90K	18%	12%	32%	17%	12%	10%	100%
90K€-150	19%	11%	25%	17%	17%	11%	100%
150K€-230	18%	11%	22%	17%	18%	15%	100%
230K€-1000	12%	13%	15%	19%	27%	15%	100%
>1000K	3%	3%	2%	56%	30%	7%	100%
Total	4%	4%	3%	51%	29%	8%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 28 - ETAT : Montant de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de durée (en %)**

Durée	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
	F	S	T	F	S	T	
0-3 mois	6%	11%	8%	18%	44%	13%	100%
4-6 mois	9%	15%	10%	20%	31%	15%	100%
7-12 mois	3%	6%	5%	16%	53%	16%	100%
13-24 mois	3%	3%	10%	42%	16%	26%	100%
25-48 mois	11%	5%	3%	49%	27%	5%	100%
> 49 mois	0%	1%	0%	77%	21%	0%	100%
Total	4%	4%	3%	51%	29%	8%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 29 - ETAT : Montant de marchés, par situation géographique et par tranches de montant (en %)**

	Part du montant de contrats attribués aux PME par des acheteurs du même département	Part du montant de contrats attribués aux Autres entreprises par des acheteurs du même département	Part du montant de contrats attribués (Toutes entreprises confondues) par des acheteurs du même département
<=0€			
1€-10K	46%	17%	35%
10K€-90K	40%	19%	32%
90K€-150	37%	22%	30%
150K€-230	33%	18%	26%
230K€-1000	33%	19%	24%
>1000K	38%	6%	8%
<b>Total</b>	<b>36%</b>	<b>7%</b>	<b>10%</b>

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

## ANNEXE 6 : marchés publics des Collectivités Territoriales par tranches de montant

**Tableau 30 : COLL. LOC : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par type de Procédure (en %)**

Procédure	PME (nb de salariés)				(< 250)	Non PME (salariés)		Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)		(250 - 1000 )	(> 1000)	
01	16%	13%	9%	38%	22%	20%	20%	100%
02	15%	12%	10%	36%	29%	20%	15%	100%
03	41%	14%	10%	65%	10%	7%	18%	100%
04	22%	20%	11%	52%	15%	16%	16%	100%
05	17%	21%	11%	49%	13%	27%	11%	100%
06	6%	5%	5%	16%	17%	13%	53%	100%
07	66%	11%	13%	91%	5%	4%	0%	100%
08	41%	37%	2%	80%	18%	1%	1%	100%
09	20%	7%	10%	37%	11%	47%	4%	100%
Total	18%	13%	9%	40%	20%	18%	22%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 31 : COLL. LOC : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par Durée (en %)**

Durée	PME (nb de salariés)				(< 250)	Non PME (salariés)		Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)		(250 - 1000 )	(> 1000)	
0-3 mois	26%	15%	8%	50%	19%	18%	13%	100%
4-6 mois	22%	20%	10%	53%	19%	17%	12%	100%
7-12 mois	18%	15%	7%	40%	21%	15%	24%	100%
13-24 mois	15%	13%	10%	39%	19%	22%	21%	100%
25-48 mois	17%	11%	10%	38%	19%	20%	23%	100%
> 49 mois	11%	13%	8%	31%	28%	14%	27%	100%
Total	18%	13%	9%	40%	20%	18%	22%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 32 : COLL. LOC : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par Forme de marché (en %)**

Forme	PME (nb de salariés)				(< 250)	Non PME (salariés)		Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)		(250 - 1000 )	(> 1000)	
01	20%	18%	9%	47%	19%	19%	15%	100%
02	16%	10%	9%	34%	21%	17%	28%	100%
03	12%	11%	9%	32%	24%	24%	20%	100%
04	31%	17%	11%	59%	12%	16%	13%	100%
Total	18%	13%	9%	40%	20%	18%	22%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 33 : COLL. LOC : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par type de Prix (en %)**

Type prix	PME (nb de salariés)				(< 250)	Non PME (salariés)		Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)		(250 - 1000 )	(> 1000)	
01	21%	15%	9%	45%	19%	17%	18%	100%
02	12%	8%	8%	28%	18%	16%	38%	100%
03	15%	13%	10%	38%	21%	21%	20%	100%
Total	18%	13%	9%	40%	20%	18%	22%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 34 : COLL. LOC : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par code CPV (en %)**

Code CPV	PME (nb de salariés)				(< 250)	Non PME (salariés)		Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)		(250 - 1000 )	(> 1000)	
F	11%	8%	7%	27%	23%	17%	33%	100%
S	25%	11%	10%	45%	15%	14%	26%	100%
T	18%	17%	10%	45%	20%	21%	14%	100%
Total	18%	13%	9%	40%	20%	18%	22%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 35 - COLL. LOC : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants (en %)**

Montants	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000 )	(> 1000)	
<=0€								
1€-10K	45%	17%	8%	70%	12%	10%	8%	100%
10K€-90K	41%	20%	9%	70%	12%	9%	8%	100%
90K€-150	33%	21%	10%	63%	15%	11%	11%	100%
150K€-230	31%	19%	10%	60%	16%	13%	12%	100%
230K€-1000	23%	17%	11%	51%	19%	16%	15%	100%
>1000K	9%	10%	8%	27%	22%	22%	28%	100%
Total	18%	13%	9%	40%	20%	18%	22%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 36 - COLL. LOC : Montant de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de montant (en %)**

Montants	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
	F	S	T	F	S	T	
<=0€	29%	9%	6%	0%	55%	2%	100%
1€-10K	19%	11%	39%	19%	6%	5%	100%
10K€-90K	13%	13%	44%	14%	5%	10%	100%
90K€-150	10%	12%	41%	15%	6%	16%	100%
150K€-230	11%	12%	37%	15%	7%	18%	100%
230K€-1000	9%	11%	31%	16%	9%	25%	100%
>1000K	5%	8%	14%	24%	14%	34%	100%
Total	7%	10%	23%	20%	11%	28%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 37 - COLL. LOC : Montant de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de durée (en %)**

Durée	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
	F	S	T	F	S	T	
0-3 mois	6%	6%	38%	5%	5%	40%	100%
4-6 mois	4%	4%	45%	5%	3%	39%	100%
7-12 mois	6%	6%	28%	29%	5%	27%	100%
13-24 mois	6%	6%	27%	26%	4%	32%	100%
25-48 mois	10%	13%	15%	20%	18%	24%	100%
> 49 mois	2%	24%	5%	12%	37%	20%	100%
Total	7%	10%	23%	20%	11%	28%	100%

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

**Tableau 38 - COLL. LOC : Montant de marchés, par situation géographique et par tranches de montant (en %)**

	Part du montant de contrats attribués aux PME par des acheteurs du même département	Part du montant de contrats attribués aux Autres entreprises par des acheteurs du même département	Part du montant de contrats attribués (Toutes entreprises confondues) par des acheteurs du même département
<=0€	29%	0%	13%
1€-10K	61%	16%	47%
10K€-90K	63%	26%	52%
90K€-150	63%	27%	50%
150K€-230	61%	29%	48%
230K€-1000	59%	33%	46%
>1000K	55%	29%	36%
<b>Total</b>	<b>59%</b>	<b>30%</b>	<b>41%</b>

\* les PME sont définies avec le critère de dépendance.

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

## Annexe 7

### Variations 2005-2006 du nombre des marchés recensés

**Tableau 39 : ETAT + Coll Terr : Variation 2005-2006 du Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants**

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	
0-90.000	-4 725	-1 296	-609	-6 630	-992	-938	-849	-9 409
90,000-1Mio	817	724	334	1 875	643	244	801	3 563
> 1 Million	-39	75	50	86	146	119	89	440
<b>Total</b>	<b>-3 947</b>	<b>-497</b>	<b>-225</b>	<b>-4 669</b>	<b>-203</b>	<b>-575</b>	<b>41</b>	<b>-5 406</b>

**Tableau 40 : ETAT : Variation 2005-2006 du Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants**

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	
0-90.000	-907	-419	-198	-1 524	-220	-289	-337	-2 370
90,000-1Mio	147	181	53	381	229	198	598	1 406
> 1 Million	-56	-41	-7	-104	-4	13	30	-65
<b>Total</b>	<b>-816</b>	<b>-279</b>	<b>-152</b>	<b>-1 247</b>	<b>5</b>	<b>-78</b>	<b>291</b>	<b>-1 029</b>

**Tableau 41 : COLL. LOC : Variation 2005-2006 du Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants**

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	
0-90.000	-3 818	-877	-411	-5 106	-772	-649	-512	-7 039
90,000-1Mio	670	543	281	1 494	414	46	203	2 157
> 1 Million	17	116	57	190	150	106	59	505
<b>Total</b>	<b>-3 131</b>	<b>-218</b>	<b>-73</b>	<b>-3 422</b>	<b>-208</b>	<b>-497</b>	<b>-250</b>	<b>-4 377</b>

### Variations 2005-2006 des montants des marchés recensés

**Tableau 42 : ETAT + Coll Terr : Variation du Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants (en €)**

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	
0-90.000	-69 142 433	-8 893 545	-15 568 016	-93 603 994	-28 247 756	-18 916 091	-17 936 461	-158 704 302
90,000-1Mio	254 220 237	261 017 271	174 817 078	690 054 586	276 440 314	119 273 164	386 704 336	1 472 472 399
> 1 Million	-436 823 194	118 099 441	611 919 832	293 196 078	552 164 022	42 533 386	9 483 635 251	10 371 528 737
<b>Total</b>	<b>-251 745 390</b>	<b>370 223 167</b>	<b>771 168 894</b>	<b>889 646 671</b>	<b>800 356 579</b>	<b>142 890 459</b>	<b>9 852 403 126</b>	<b>11 685 296 835</b>

**Tableau 43 : ETAT : Variation 2005-2006 du Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants (en €)**

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	
0-90.000	-20 595 059	-4 664 610	-4 679 643	-29 939 312	-5 541 812	-5 383 396	-5 895 558	-46 760 079
90,000-1Mio	78 768 134	78 808 756	37 838 735	195 415 625	98 196 264	99 481 857	272 176 658	665 270 403
> 1 Million	-229 018 337	-299 842 882	325 084 165	-203 777 054	-71 061 767	-326 782 904	9 835 344 208	9 233 722 483
<b>Total</b>	<b>-170 845 262</b>	<b>-225 698 736</b>	<b>358 243 257</b>	<b>-38 300 741</b>	<b>21 592 684</b>	<b>-232 684 444</b>	<b>10 101 625 307</b>	<b>9 852 232 807</b>

**Tableau 44 : COLL. LOC : Variation 2005-2006 du Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants (en €)**

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			Ensemble des entreprises
	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	
0-90.000	-48 547 374	-4 228 934	-10 888 373	-63 664 682	-22 705 944	-13 532 695	-12 040 902	-111 944 223
90,000-1Mio	175 452 103	182 208 515	136 978 343	494 638 961	178 244 050	19 791 307	114 527 678	807 201 996
> 1 Moi	-207 804 857	417 942 323	286 835 667	496 973 132	623 225 789	369 316 290	-351 708 957	1 137 806 254
<b>Total</b>	<b>-80 900 129</b>	<b>595 921 903</b>	<b>412 925 637</b>	<b>927 947 412</b>	<b>778 763 895</b>	<b>375 574 902</b>	<b>-249 222 181</b>	<b>1 833 064 027</b>



Tableau 45 : Variation détaillée 2006/2005 du nombre et du montant des marchés par catégorie d'acheteurs publics et de fournisseurs

Var. en niveau		PME				Non PME				Total PME + non PME
		TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	total PME	<250	250-1000	> 1000	total non PME	
<b>Etat</b>	en nombre	-816	-279	-152	-1 247	5	-78	291	218	-1 029
	en montant (Euros)	-170 845 262	-225 698 736	358 243 257	-38 300 741	21 592 684	-232 684 444	10 101 625 307	9 890 533 548	9 852 232 807
<b>Collectivité</b>	en nombre	-3 131	-218	-73	-3 422	-208	-497	-250	-955	-4 377
	en montant (Euros)	-80 900 129	595 921 903	412 925 637	927 947 411	778 763 895	375 574 903	-249 222 181	905 116 616	1 833 064 027
<b>Total</b>	en nombre	-3 947	-497	-225	-4 669	-203	-575	41	-737	-5 406
	en montant (Euros)	-251 745 391	370 223 167	771 168 894	889 646 670	800 356 580	142 890 459	9 852 403 126	10 795 650 164	11 685 296 834
Var. en %		PME				Non PME				Total PME + non PME
		TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	total PME	<250	250-1000	> 1000	total non PME	
<b>Etat</b>	en nombre	-13%	-9%	-8%	-11%	0%	-3%	9%	2%	-5%
	en montant (Euros)	-11%	-25%	51%	-1%	1%	-8%	117%	74%	60%
<b>Collectivité</b>	en nombre	-5%	-1%	-1%	-3%	-1%	-3%	-2%	-2%	-3%
	en montant (Euros)	-1%	17%	17%	8%	14%	7%	-4%	5%	6%
<b>Total</b>	en nombre	-6%	-2%	-1%	-4%	-1%	-3%	0%	-1%	-3%
	en montant (Euros)	-4%	8%	25%	6%	11%	2%	63%	35%	26%

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE ; Traitement des données : DGCP, DAJ, INSEE, DGTPE